

Le grand pari de l'agglomération parisienne

Consultation internationale pour l'avenir du Paris métropolitain



Document de présentation générale

Mars 2008

Avertissement : ce document de présentation générale est à disposition des candidats en complément des documents contractuels de la consultation (AAPC, RC, CCAP, AE). En aucun cas, il ne peut se substituer à eux.

SOMMAIRE

1. La consultation	03
Présentation de la consultation	04
Contexte de la consultation.....	04
Objectifs de la consultation	05
Problématique générale de la consultation	05
Méthode de la consultation	08
Moyens de la consultation	08
Calendrier de la consultation	09
2. La procédure.....	10
Comité de pilotage.....	11
Conseil scientifique	11
Cellule scientifique opérationnelle	11
Partenaires de l'opération	12
3. Les équipes.....	13
Composition des équipes	14
Fonctionnement des équipes.....	15
Rémunération des équipes	15
4. Les productions	16
Nature des productions attendues	17
Echéanciers des documents à fournir	17
Elaboration et communication des documents	18
5. La valorisation.....	19
Publication des travaux de recherche	20
Exposition des travaux de recherche	20
6. La coordination	21
Suivi général des équipes.....	22
Sources et matériaux de recherche	22
Séminaires de coordination scientifique.....	22
7. Les candidatures.....	23
Elaboration du dossier de candidature.....	24
Sélection des candidatures	24
Critères de sélection.....	24

1. La consultation

1.1 Présentation de la consultation

A l'occasion de l'inauguration de la Cité de l'architecture et du patrimoine, le 17 septembre 2007, le président de la République française a affirmé toute l'importance qu'il convient d'accorder à la qualité architecturale, urbaine et paysagère du cadre de vie des Français. A cette occasion, il a exprimé le souhait qu'un " nouveau projet d'aménagement global du grand Paris " puisse faire l'objet d'une consultation internationale et mobiliser ainsi prochainement les compétences professionnelles d'une dizaine d'agences d'architecture et d'urbanisme. Ont ainsi été précisées les orientations esquissées lors de l'inauguration du Satellite n° 3 de l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle, le 26 juin 2007.

Cette consultation internationale est l'objet du présent document d'appel d'offres publié à l'attention des équipes de professionnels désireuses de se porter candidates. C'est une consultation de Recherche et Développement (R&D) « pour l'avenir du Paris métropolitain » au sens où elle se donne pour ambition de réunir les éléments de connaissances et les propositions stratégiques d'aménagement conduisant effectivement à l'élaboration collective d'un " diagnostic prospectif, urbanistique et paysager, sur le grand Paris à l'horizon de vingt, trente voire quarante ans ".

Engagée par l'Etat, cette consultation internationale s'inscrit donc dans une démarche de réflexion prospective et stratégique résolument située en amont des dynamiques de concertation, des démarches de projets et des processus de décision. Elle est une phase indispensable de mobilisation des compétences susceptibles de procurer la matière de cette « intelligence spatiale du territoire » sans laquelle il n'y a pas de développement raisonné de la métropole contemporaine. Elle est une étape d'expertise fondamentale qui permet au « diagnostic prospectif » d'être au carrefour de la recherche et de l'action, du scientifique et du politique. En somme, c'est un moment clé qui doit permettre de réunir les savoirs et savoir-faire autour d'une ambition commune qui, à ce stade préliminaire, doit être largement partagée. C'est pourquoi il s'agit d'une démarche conduite par l'Etat qui s'effectuera en concertation avec l'ensemble des collectivités concernées.

1.2 Contexte de la consultation

L'organisation de cette consultation internationale de R&D sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne » s'inscrit dans le cadre d'une politique scientifique existante, au sein du Programme interdisciplinaire de recherche sur " L'architecture de la grande échelle " (AGE) conçu et mis en œuvre depuis 2006 par le ministère de la Culture et de la Communication (MCC) en partenariat avec le ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables (MEDAD). Ce programme permet aujourd'hui de financer les travaux de recherche scientifique de huit équipes par an pendant quatre ans. Il a pour caractéristique principale de réunir, autour d'une même ambition de production de connaissances sur les territoires, les compétences triangulaires des acteurs de la recherche, de l'enseignement et de la pratique professionnelle.

C'est dans le contexte de cette politique scientifique incitative mise en œuvre à l'échelle nationale qu'est organisée la présente consultation internationale de R&D sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne ».

Il convient par ailleurs de souligner qu'une telle démarche doit être située dans le contexte immédiat des politiques gouvernementales en faveur du développement durable (Perspectives d'action issues du Grenelle de l'Environnement) et de la recherche scientifique (Programme « Villes durables » de l'Agence nationale de la recherche ; Programme interdisciplinaire de recherche Ville et Environnement du CNRS). Il convient enfin de préciser que cette consultation est le premier volet d'un plan d'actions consacré à l'aménagement et à la gouvernance de l'agglomération parisienne. C'est ainsi qu'il faut comprendre que le chantier prioritaire du « diagnostic prospectif » d'aménagement de l'espace vient côtoyer le chantier de la « Gouvernance de l'Ile-de-France », celui des « Grandes opérations d'urbanisme » et celui des « Infrastructures de transports ».

1.3 Objectifs de la consultation

La consultation internationale sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne » est donc identifiée, non pas comme un processus traditionnel de mise en concurrence de professionnels de la maîtrise d'œuvre pour l'obtention d'un marché, mais comme le dispositif d'une recherche collective, mobilisatrice d'une dizaine de démarches pluridisciplinaires. Plus qu'un concours d'idées, il s'agit donc d'un appel à projets de recherche et développement (R&D) dont les productions seront de nature à éclairer la décision.

Les objectifs de cette consultation affichent clairement la nécessité d'obtenir à l'issue d'une période de sept mois et demi de travail un ensemble cohérent de productions à la fois théoriques et pratiques, à la fois conceptuelles et opérationnelles. Il s'agit donc bien d'organiser le dispositif efficace d'une dynamique collective permettant aux dix équipes sélectionnées de produire, au sein d'ateliers de recherche, le corpus d'une « pensée territoriale » consacrée à l'avenir de la métropole du XXI^e siècle en général, et à l'avenir de l'agglomération parisienne en particulier.

Parmi les ambitions de cette action incitative, il y a donc la volonté de susciter l'émergence d'une réflexion originale visant à situer le cas de l'agglomération parisienne dans le contexte du développement rapide des métropoles à l'échelle mondiale. C'est un contexte spatial car Paris est une des capitales mondiales qui ne peut pas entièrement revendiquer le statut, l'identité et la cohérence d'une métropole. Mais c'est aussi un contexte temporel car le débat sur l'avenir dudit « Grand Paris » est déjà ancien et a déjà produit de multiples réflexions et propositions. Ainsi faut-il considérer que les objectifs de cette consultation visent à fournir des orientations théoriques et des propositions pratiques capables de nourrir les réflexions relatives au processus de croissance métropolitaine de l'agglomération parisienne.

1.4. Problématique générale de la consultation

La consultation internationale de recherche et développement sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne » fait le choix de solliciter les compétences de dix équipes pluridisciplinaires pour que la situation spécifique de l'agglomération parisienne puisse être étudiée dans le contexte d'évolution des grandes métropoles mondiales. C'est ainsi que la problématique générale de cette consultation identifie deux chantiers de recherche consacrés

au développement des spatialités de l'aire métropolitaine. Le premier relève plus d'une recherche fondamentale focalisée sur « La métropole du XXI^e siècle de l'après-Kyoto ». Le second relève davantage d'une recherche appliquée sur « Le diagnostic prospectif de l'agglomération parisienne ». Mais tous les deux sont précisément focalisés sur les dimensions spatiales de la ville contemporaine. Tous les deux sont destinés à produire les connaissances nécessaires à l'émergence d'une « pensée territoriale » qui place la question urbaine au centre des priorités du développement durable. Tous les deux sont consacrés à l'élaboration de stratégies d'aménagement de l'espace sur le long terme du territoire métropolitain. Tous les deux, enfin, sont susceptibles de nourrir les étapes successives de négociation, de concertation et de décision qui fondent de manière démocratique la gouvernance et le gouvernement des villes.

Les équipes pluridisciplinaires sélectionnées par le présent appel d'offres auront à assumer la cohérence de ces deux chantiers complémentaires qui auront en commun une thématique de recherche. Ainsi, telle équipe pourra par exemple choisir de concentrer son effort de recherche sur la question des infrastructures de transports ; telle autre équipe pourra de son côté choisir d'étudier plus particulièrement les problématiques du logement ; une troisième pourra quant à elle focaliser son énergie sur l'urbanisme universitaire. Mais en dehors de cette orientation thématique qui tend à mettre l'accent sur une des dimensions programmatiques de la ville contemporaine, toutes les équipes auront à structurer une analyse prospective appliquée à la métropole du XXI^e siècle d'une part, et à l'agglomération parisienne d'autre part.

1.4.1 « La métropole du XXI^e siècle de l'après-Kyoto »

Ouvert à ratification il y a 10 ans, le protocole de Kyoto sur le réchauffement climatique mobilise les pays signataires jusqu'en 2012. Il est connu comme étant le premier calendrier chiffré qui engage la communauté internationale en faveur de l'environnement. Mais depuis 10 ans, de nouvelles connaissances et de nouvelles prises de conscience conduisent à souligner le rôle majeur du développement des métropoles dans l'équilibre environnemental de la planète.

Historiquement, les métropoles apparaissent au XIX^e siècle à travers la figure spatiale des villes confrontées aux enjeux politiques de l'industrialisation. Au cours du XX^e siècle, elles assument plus ou moins le rôle de régulateur social et démocratique ; leur métamorphose progressive s'exprime dans le passage d'une ville de la production à une ville de la consommation. Depuis, elles subissent une pression économique et démographique sans précédent qui remet en question cette échelle, cette cohérence, cette identité politique et culturelle héritée de la modernité. Aujourd'hui, la métropole du XXI^e siècle se profile donc comme une « présence territoriale » dont les caractéristiques vivantes font l'objet de toutes les spéculations. Certaines sont évidemment socioéconomiques et politiques. D'autres sont plus spatiales et culturelles, nourries depuis plus d'un siècle par les sciences de la ville et l'art urbain. Elles interrogent notamment les disciplines de l'aménagement de l'espace sur la pertinence des échelles de perception, de conception et de transformation des territoires métropolitains. Elles interrogent aussi les acteurs professionnels de cette évolution permanente au sujet des temporalités qui qualifient le « temps long » des paysages urbains, suburbains et ruraux.

Mais face aux mutations de plus en plus rapides et incontrôlées de la ville territoriale, comment faut-il repenser la fonction du modèle spatial dans les procédures de négociation entre ces multiples acteurs ? Quelles stratégies faut-il imaginer pour pouvoir maîtriser le

développement de qu'on pourrait appeler une « métropole négociée » ? Comment un monde abstrait façonné par les flux, les énergies et les informations peut-il participer aux représentations collectives d'une métropole humaine à l'échelle territoriale ? Et puis, faut-il raisonner en termes de stratégie programmatique, d'armature territoriale, de logique énergétique ou d'équilibre écologique ?

Tel est le type de questions qui se posent lorsqu'on tente d'appréhender et d'analyser la réalité mondialisée du maillage des métropoles contemporaines. Tel est l'esprit de ce premier chantier de la consultation qui exige, non seulement de construire un objet de recherche pertinent par rapport à la problématique générale, mais aussi d'adopter une méthode efficace et des modes de représentation originaux, souvent expérimentaux, correspondant au positionnement théorique de chaque équipe pluridisciplinaire. Car c'est à partir de cette méthode (atlas, scénarios, fictions, récits...) que la vertu didactique des productions de recherche sera garantie. Pour cette analyse prospective de « La métropole du XXI^e siècle de l'après-Kyoto », il convient donc de comprendre les enjeux d'une correcte adéquation entre les approches conceptuelles et leurs représentations matérielles en assumant, le cas échéant, que les représentations soient elles-mêmes l'objet du travail de recherche.

1.4.2 « Le diagnostic prospectif de l'agglomération parisienne »

Le débat public s'est récemment emparé de cette question dite « du Grand Paris » qui se pose en réalité depuis près d'un siècle, et qui semble jusqu'à présent n'avoir pas su trouver une réponse satisfaisante. Dans la compétition des villes de rang mondial, Paris occupe une place respectable qui souffre néanmoins d'un déficit chronique lié à son périmètre et à sa gouvernance. Sur cette interrogation fondamentale comme sur tant d'autres sous-jacentes, il existe une littérature déjà abondante qui doit nourrir la réflexion de chacun. Mais il convient aussi que ce débat public puisse être alimenté par le résultat des travaux de recherche en cours ou à venir. A la lumière des réflexions et productions élaborées dans le cadre du chantier sur « La métropole du XXI^e siècle de l'après-Kyoto », il s'agit ici d'appréhender le cas de l'agglomération parisienne.

Il est sans doute vrai que, dans le contexte de la concurrence internationale des métropoles, l'échelle de la « région urbaine » paraît être la plus appropriée pour une approche globale des problématiques urbaines de Paris. A l'instar de certaines métropoles européennes telles que Berlin (« le Grand Berlin »), Londres (« le Grand Londres ») ou Madrid, l'identité de la « région capitale » de la France doit être en de nombreux points réévaluée. Quels sont donc les critères opératoires de comparaison permettant de situer Paris dans le paysage des « villes mondiales » ? Comment faut-il penser l'évolution spatiale du territoire occupé et du paysage habité de la région Ile-de-France ? Comment négocier l'écart des deux millions de Parisiens dans les 105 km² de leur ville avec les neuf autres millions de Franciliens dans les 12 000 km² de leur région ? Quel périmètre réinventer ?

Le projet spatial du « Paris métropolitain » est de nature géographique. Il pose la question du type de gouvernance qui serait capable de porter à son plus haut d'efficacité la gestion et l'anticipation des problèmes sociaux, économiques et environnementaux à venir. Quelle est ainsi l'adéquation entre le modèle spatial et le modèle de gouvernance dont l'échelle dépasse et intègre les limites actuelles de toutes sortes (économiques, politiques, sociales...) ? Comment concevoir les dispositifs spatiaux susceptibles d'intégrer les contraintes de flux, de mobilité et de peuplement ? Comment aborder les problèmes urgents de la pollution et des énergies qui affectent l'agglomération parisienne comme toutes les autres agglomérations urbaines ?

Le second chantier de cette consultation suggère que les équipes pluridisciplinaires puissent approfondir certaines des investigations théoriques déjà engagées en les adaptant au cas de l'agglomération parisienne. Il est prévu notamment que la dominante thématique appréhendée dans l'étude sur « La métropole du XXI^e siècle de l'après-Kyoto » par chaque équipe puisse trouver résonance dans les propositions stratégiques d'aménagement de l'espace pour l'agglomération parisienne. On prendra soin notamment de quantifier, de qualifier, de situer et de représenter les orientations du « diagnostic prospectif ». Eu égard aux qualités particulières de Paris qui associent l'ambition des projets économiques avec une forte valeur patrimoniale, les propositions devront également souligner tout ce qui fait que ce territoire en devenir ne peut pas être confondu avec un autre, que cette métropole à venir ne peut pas être assimilée à une autre, et que les qualités de nature et de culture qui sont ici exprimées ne le sont peut-être pas ailleurs.

1.5 Méthode de la consultation

L'opération sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne » prévoit le financement de dix équipes pluridisciplinaires (voir § 3) composées et structurées spécialement pour répondre aux exigences de l'appel d'offres. Elles travailleront dans le cadre d'un dispositif précis de suivi, de concertation et de coordination.

A la grande différence d'un concours d'idées ou d'un marché de définition, la consultation sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne » relève donc d'une réflexion prospective et mobilise pendant sept mois et demi dix équipes de recherche placées chacune sous la responsabilité d'un architecte-urbaniste.

1.6 Moyens de la consultation

L'opération sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne » est dotée des moyens nécessaires à la consultation elle-même (c'est à dire à la rémunération des équipes pluridisciplinaires sélectionnées), mais aussi à la publication, à l'exposition et à la diffusion des travaux de recherche élaborés. Sont également prévues et financées les étapes de concertation qui, à l'occasion des séminaires de coordination scientifique, permettront de solliciter à plusieurs reprises les représentants des organismes partenaires et collectivités locales concernées.

L'essentiel des enveloppes budgétaires consacrées par l'Etat à cette opération relève des crédits du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour garantir la qualité des travaux de recherche, sont mobilisés les moyens logistiques et opérationnels des partenaires de la consultation. Les équipes pluridisciplinaires pourront ainsi disposer des sources et matériaux les plus récents et les plus précis pour mener à bien leurs investigations.

1.7 Calendrier prévisionnel de la consultation

Le calendrier prévisionnel de la consultation de recherche et développement est le suivant :

03 juin 2008	première réunion des équipes sélectionnées et début de la première phase de recherche
08 septembre 2008 :	premiers rendus intermédiaires des travaux pour les deux chantiers de recherche
15 septembre 2008 :	premier séminaire de coordination scientifique
16 septembre 2008 :	début de la deuxième phase des travaux de recherche
07 novembre 2008 :	- rendus définitifs (maquettes, livrets, plans, croquis, schémas, cartes, vidéos...) du volet conceptuel de la consultation (« La métropole du XXI ^e siècle de l'après-Kyoto ») - rendus intermédiaires du volet opérationnel de la consultation (« Le diagnostic prospectif de l'agglomération parisienne »)
14 novembre 2008 :	deuxième séminaire de coordination scientifique
17 novembre 2008 :	début de la troisième phase des travaux de recherche
09 janvier 2009 :	rendus définitifs (maquettes, livrets, plans, croquis, schémas, cartes, vidéos...) du volet opérationnel de la consultation (« Le diagnostic prospectif de l'agglomération parisienne »)
16 janvier 2009 :	troisième séminaire de coordination scientifique
19 janvier 2009 :	pour information : début de réalisation de l'exposition de la Cité de l'architecture et du patrimoine

2. La procédure

2.1 Comité de pilotage

Pour mener à bien cette consultation de recherche et développement, un comité de pilotage est mis en place pour garantir l'efficacité de la consultation, la pertinence de la démarche et la qualité des résultats obtenus. Il est composé des partenaires de l'Etat mobilisés par cette opération. Il est présidé par le Ministre de la Culture et de la Communication.

2.2 Conseil scientifique

Un Conseil scientifique est également mis en place. Les membres de ce Conseil scientifique auront la charge de garantir la qualité et la complémentarité des productions des dix ateliers de recherche titulaires de chacun des dix marchés attribués.

Par leurs analyses et leurs expertises, les membres du Conseil scientifique auront la responsabilité d'orienter les travaux dans telle ou telle direction qui leur semblera plus pertinente ou plus efficace. Au lendemain des séminaires de coordination, les membres du Conseil scientifique se réuniront pour exprimer les exigences formelles et les recommandations explicites que la cellule scientifique opérationnelle se chargera de transmettre aux dix ateliers de recherche.

2.3 Cellule scientifique opérationnelle

La cellule scientifique opérationnelle a pour mission d'assurer la coordination scientifique et l'organisation matérielle du déroulement du marché. Celle-ci permettra au titulaire (l'équipe pluridisciplinaire) de pouvoir disposer d'un « référent » capable de se faire l'interlocuteur privilégié pour les multiples interrogations et sollicitations inhérentes à ce type de démarche collective. La présence de ce « référent » permettra notamment de pouvoir guider rapidement le titulaire (l'équipe pluridisciplinaire) dans la quête des sources et matériaux nécessaires à ses travaux de recherche.

Située au cœur des enjeux scientifiques et logistiques, la cellule scientifique opérationnelle est également l'interlocutrice des partenaires institutionnels de la consultation. Elle assurera notamment :

- le secrétariat du Comité de pilotage interministériel ;
- l'organisation des travaux du Conseil scientifique ;
- les relations avec les acteurs de valorisation (*cf.* expositions) des travaux élaborés ;
- l'organisation des trois séminaires de coordination scientifique.

Dès le début de leurs investigations, le 03 juin 2008, les équipes pluridisciplinaires sélectionnées prendront possession d'un ensemble de documents fournis par les partenaires institutionnels de la consultation et réunis par la cellule scientifique opérationnelle. En plus de ces documents de base, les ateliers de recherche pourront bénéficier d'un accès spécial aux informations électroniques, statistiques, photographiques, et géographiques, mises à leur disposition pour les besoins de leurs travaux de recherche.

2.4 Partenaires de l'opération

Les institutions partenaires de la consultation internationale de R&D sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne » associent les départements ministériels concernés, leurs administrations déconcentrées, les organismes publics spécialisés dans l'aménagement de l'espace à l'échelle francilienne et, en tant que de besoin, les autres services et agences d'urbanisme compétents des collectivités locales concernées (région, départements, communes...).

3. Les équipes

3.1 Composition des équipes

La consultation internationale de R&D sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne » financera le travail de dix équipes pluridisciplinaires placées chacune sous la responsabilité d'un architecte-urbaniste mandataire du groupement. Sous la forme d'ateliers de recherche, ces dix équipes sélectionnées réuniront les compétences les plus appropriées pour la mise en œuvre des travaux d'analyse et de stratégie relatifs à la « la métropole du XXI^{ème} siècle de l'après-Kyoto » d'une part, au « diagnostic prospectif de l'agglomération parisienne » d'autre part.

Les compétences requises pour la composition de ces équipes doivent pouvoir conjuguer, sous l'autorité de l'architecte-urbaniste mandataire, les principales disciplines concernées par l'aménagement de l'espace à l'échelle territoriale. Seront ainsi associés de manière solidaire des architectes, des urbanistes et des paysagistes. Seront aussi mobilisés les scientifiques fréquemment sollicités pour la qualité de leurs recherches et la pertinence de leurs expertises : ingénieurs, économistes, politologues, géographes, historiens, démographes, sociologues... Les groupements devront aussi s'enrichir de l'apport de spécialistes :

- de la mobilité, du transport et des infrastructures ;
- de l'urbanisme commercial et de l'immobilier d'entreprise ;
- du tertiaire et de l'immobilier de bureaux ;
- de l'urbanisme universitaire et des enjeux de la recherche ;
- de la culture, du tourisme et des loisirs ;
- du logement ;
- ...

L'opération du « Grand pari de l'agglomération parisienne » relevant de la R&D, il va de soit qu'une place très significative doit être réservée aux productions scientifiques dans le dispositif général des investigations des équipes. C'est ainsi que les dix ateliers devront faire appel à une ou plusieurs compétences scientifiques et/ou unités de recherche reconnues dans leur domaine pour la qualité de leurs travaux et de leurs expertises. Ces compétences scientifiques et/ou unités de recherche devront appartenir à des universités, à des écoles, à des organismes publics ou privés.

Parmi les savoirs et savoir-faire mobilisés autour de l'architecte-urbaniste mandataire, se situeront également les compétences nécessaires à l'expression et à la représentation des travaux de recherche. Pour la conception et la réalisation de ces multiples matériaux de communication visuelle, on comptera donc dans les équipes sélectionnées sur l'expérience des plasticiens et autres spécialistes de l'expression pédagogique des résultats ayant à figurer dans les expositions prévues par la consultation.

3.2 Fonctionnement des équipes

Les équipes pluridisciplinaires sélectionnées seront le fruit d'une ambition collective basée sur l'alliance des structures d'agence (architecture, urbanisme, paysage...), des bureaux d'étude, des compétences scientifiques et/ou unités de recherche. Le fonctionnement des dix équipes de la consultation possède donc la caractéristique singulière qui conduit à articuler une logique d'entreprises privées avec une logique d'institutions publiques.

Le fonctionnement des équipes et la méthode de travail étant des critères majeurs d'appréciation de la démarche envisagée et de l'analyse des offres, les candidats auront à démontrer leur capacité à conjuguer efficacement les contributions des praticiens et des scientifiques, rendant compatibles leurs réflexes stratégiques, leurs exigences méthodologiques et leurs cultures professionnelles.

3.3 Rémunération des équipes

L'enveloppe budgétaire forfaitaire consacrée à la contribution de chacune des équipes sélectionnées est de 200 000 euros TTC. Elle comprend l'ensemble des frais et rémunérations du groupement, y compris la conception et la réalisation des documents contractuels (textes, maquettes, plans, photos, vidéos...) à remettre et déposer le 07 novembre 2008 (volet conceptuel) et 09 janvier 2009 (volet opérationnel).

Le contrat passé avec chacune des dix équipes sélectionnées sera instruit et honoré par l'établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels (EMOC) qui n'aura pour interlocuteur que l'architecte-urbaniste mandataire du groupement.

La rémunération des travaux fournis par les équipes s'effectuera en trois phases distinctes « sur service fait ». Le premier versement (40 %) interviendra au lendemain du premier séminaire de coordination scientifique. Le deuxième versement (30 %) interviendra au lendemain du deuxième séminaire de coordination scientifique. Le troisième versement (30 %) interviendra au lendemain du troisième séminaire de coordination scientifique.

4. Les productions

4.1 Nature des productions attendues

Les équipes pluridisciplinaires sélectionnées auront à produire deux types de travaux de recherche. Le premier type est de nature théorique et conceptuelle ; il est focalisé sur l'avenir de « La métropole du XXI^e siècle de l'après-Kyoto ». Le second type est de nature pratique et opérationnelle ; il est focalisé sur « Le diagnostic prospectif de l'agglomération parisienne ». Dans le dispositif général des investigations, il convient donc de souligner qu'il y a là une dynamique de travail qui engage les dix équipes du général au particulier, du global au local, du fondamental à l'appliqué.

Chaque atelier est ainsi tenu de mettre en œuvre, de manière complémentaire et concomitante, deux chantiers d'analyse et de stratégie. Le premier (La métropole du XXI^e siècle) s'achève le 14 novembre 2008 (les documents du rendu de ce chantier auront été livrés à la direction de l'Architecture du Patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication pour le 07 novembre 2008 avant 12 heures). Le second (L'agglomération parisienne) s'achève le 16 janvier 2009 (les documents du rendu de ce chantier auront été livrés à la direction de l'Architecture du Patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication pour le 09 janvier 2009 avant 12 heures). A l'issue de chacun des chantiers, les équipes devront remettre un livret (120 à 150 pages couleur format A4) qui devra rassembler l'ensemble des productions de recherche (écrits, plans, croquis, schémas, photos, cartes...) et une maquette (2m x 3m) qui devra exprimer en trois dimensions les principales analyses et orientations stratégiques de la démarche collective de l'atelier de recherche.

Au-delà de ces deux livrets et de ces deux maquettes, chaque atelier de recherche trouvera la cohérence des moyens d'expression et de représentation qui correspond le mieux à sa problématique générale et à ses investigations. Il convient cependant de préciser que les équipes sont tenues de fournir au moins six panneaux (ou équivalents) de format A0 (84 cm x 118,9 cm) intégrant l'expression visuelle des résultats de recherche. Il est également souhaité que les modalités de représentation plastique des travaux des équipes puissent faire appel aux techniques et technologies de communication les plus avancées.

4.2 Echancier des documents à fournir

La première étape du processus de recherche sera marquée par le premier rendu intermédiaire (08 septembre 2008 avant 12 heures à la direction de l'Architecture du Patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication) et l'organisation du premier séminaire de coordination scientifique, le 15 septembre 2008. Au cours de cette séance de travail seront donc présentés, discutés et critiqués les documents visuels (cartes, plans, schémas, croquis, photos...) témoignant de manière substantielle d'un état d'avancement des travaux de chaque équipe.

La deuxième étape du dispositif de la consultation identifiera la fin du chantier sur « La métropole du XXI^e siècle de l'après-Kyoto ». Les documents sont à rendre pour le 07 novembre 2008 avant 12 heures. Au cours du deuxième séminaire de coordination scientifique, le 14 novembre 2008, les équipes exposeront les résultats définitifs de ce premier chantier de recherche ainsi que les résultats intermédiaires du chantier sur « L'agglomération parisienne ».

La troisième étape de la consultation permettra d'achever les travaux de recherche du second chantier. Les documents sont à rendre pour le 09 janvier 2009 avant 12 heures. Les équipes exposeront donc le résultat de leurs investigations sur le cas de « L'agglomération

parisienne ». Au cours du troisième séminaire de coordination scientifique, le 16 janvier 2009, seront discutés et critiqués les résultats définitifs de ce second chantier.

4.3 Elaboration et communication des documents

Les documents élaborés par les dix équipes pluridisciplinaires au cours de cette période de sept mois et demi, du 03 juin 2008 au 16 janvier 2009, seront accueillis, intégrés et mis en espace par les expositions organisées dans le cadre de la consultation. C'est pourquoi il importe de considérer que les deux maquettes devront être conçues et réalisées en respectant un certain nombre de contraintes (communiquées aux équipes au début du mois de juin 2008) liées à la scénographie des lieux. Il convient également de préciser que les deux livrets devront être conçus et réalisés en fonction de certaines règles (communiquées aux équipes au début du mois de juin 2008) liées à l'édition de deux coffrets publiés au premier trimestre 2009.

5. La valorisation

5.1 Publication des travaux de recherche

Les livrets (120-150 pages couleur au format papier A4 et au format informatique PDF) remis par chacune des dix équipes titulaires sur « La métropole du XXI^e siècle de l'après-Kyoto » seront rassemblés par la direction de l'Architecture et du Patrimoine dans un coffret pour être publiés de manière cohérente à l'attention des publics concernés.

Les dix livrets (120-150 pages couleur au format papier A4 et au format informatique PDF) sur « Le diagnostic prospectif de l'agglomération parisienne » formeront également un tout publié et diffusé par la direction de l'Architecture et du Patrimoine à l'attention des acteurs et collectivités locales mobilisés par la concertation.

5.2 Exposition des travaux de recherche

Au mois de janvier 2009, l'ensemble des travaux de recherche relatifs à « La métropole du XXI^e siècle de l'après-Kyoto » et au « Diagnostic prospectif de l'agglomération parisienne » sera montré dans une exposition générale organisée à Paris par la Cité de l'architecture et du patrimoine. Il est prévu également d'éditer à partir de cette exposition un ouvrage qui permettra notamment de publier, outre les travaux réalisés pour l'ensemble de la consultation, le contenu du cycle des conférences publiques sur « Le grand pari de l'agglomération parisienne » organisées à Paris depuis le mois de septembre 2007.

6. La coordination

6.1 Suivi général des équipes

La coordination scientifique et l'organisation matérielle de la consultation sont assurées par la cellule scientifique opérationnelle. Celle-ci est basée au bureau de la Recherche architecturale, urbaine et paysagère de la direction de l'Architecture et du Patrimoine (ministère de la Culture et de la Communication).

6.2 Sources et matériaux de recherche

Dès le début de leurs investigations, le 03 juin 2008, les équipes pluridisciplinaires sélectionnées prendront possession d'un ensemble de documents fournis par les partenaires institutionnels de la consultation et réunis par la cellule scientifique opérationnelle. En plus de ces documents de base, les ateliers de recherche pourront bénéficier d'un accès spécial aux informations électroniques, statistiques, photographiques, et géographiques, mises à leur disposition pour les besoins de leurs travaux de recherche.

Les membres de la cellule scientifique opérationnelle seront par ailleurs en charge d'orienter et de faciliter la recherche et l'accès aux sources.

6.3 Séminaires de coordination scientifique

Trois séminaires de coordination scientifique viendront ponctuer la période de sept mois et demi de la consultation. Sous la forme de colloques semi-ouverts, ces trois séances de travail d'une journée chacune permettront aux dix équipes de s'exprimer devant (et avec) les membres du Comité de pilotage, les membres du Conseil scientifique et les représentants des collectivités locales concernées (communes, départements, région).

Au cours de ces séminaires de coordination scientifique, les dix ateliers de recherche seront présents durant toute la journée, à raison d'au moins cinq membres par équipe, y compris l'architecte-urbaniste mandataire. Chaque équipe exposera devant les différents publics présents l'avancement de ses travaux sur l'un ou l'autre des deux chantiers de la consultation. Chaque atelier de recherche sera tenu d'assister à la présentation des neuf autres, de la comparer, de la critiquer et de se positionner par rapport à elle.

Les membres du Conseil scientifique auront la charge de garantir la complémentarité des productions des dix ateliers. Par leurs analyses et leurs expertises, ils auront la responsabilité d'orienter les travaux dans telle ou telle direction qui leur semblera plus pertinente ou plus efficace. Au lendemain de chaque séminaire de coordination, les membres du Conseil scientifique se réuniront pour exprimer les exigences formelles et les recommandations explicites que la cellule opérationnelle se chargera de transmettre aux dix ateliers de recherche.

7. Les candidatures

7.1 Elaboration du dossier de candidature

Pour l'élaboration du dossier de candidature, les candidats doivent se reporter aux informations et conseils contenus dans documents contractuels de la consultation qui sont mis à leur disposition.

7.2 Sélection des candidatures

La liste des candidats dont les offres seront ouvertes sera arrêtée par la personne publique, après examen des éléments remis à l'appui de la candidature, sur la base des critères de sélection suivants :

- qualité de l'expérience professionnelle des candidats ;
- capacités techniques et financières des candidats appréciées au regard des enjeux et de la nature du projet.

Seules les enveloppes contenant les offres des candidats agréés par le représentant du pouvoir adjudicateur seront ouvertes en commission d'appel d'offres conformément à l'article 58-II du code des marchés publics.

7.3 Critères d'attribution

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 59 du Code des Marchés Publics. Concernant les critères permettant de juger des DIX offres économiquement les plus avantageuses, il sera tenu compte des critères suivants énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- qualité des orientations stratégiques
du projet de recherche (notée sur 10)..... 40 %
- qualité des orientations méthodologiques de recherche
au regard de l'organisation proposée (notée sur 10)..... 35 %
- pertinence de la répartition des
ressources budgétaires (notée sur 10) 25 %